

Portrait de Boris Holban

Par Stéphane Courtois,
directeur de recherches au CNRS.

Boris Holban, ancien haut responsable communiste des FTP-MOI, est mort le 27 juin 2004 à Étampes, dans l'Essonne, à l'âge de 96 ans.

Boris Holban attira pour la première fois l'attention en juin 1985, lors des polémiques qui accompagnèrent la diffusion du téléfilm de Mosco Boucault, *Des "terroristes" à la retraite*. Il fut alors accusé d'avoir livré à la police française les combattants du groupe dirigé par Missak Manouchian, les FTP-MOI parisiens, Francs-tireurs et partisans de la main-d'œuvre immigrée, groupes armés de l'organisation qui regroupait alors les militants communistes étrangers en France.

La publication de ses mémoires – *Testament*, chez Calmann-Lévy, en 1989 –, les travaux des historiens – *Le Sang de l'étranger*, chez Fayard, en 1989 – et son témoignage dans le documentaire *Brûlures de l'histoire* l'ont entièrement blanchi de ces accusations.

Boris Holban, de son vrai nom Baruch Bruhman, est né en 1908 dans une famille juive qui s'enfuit d'URSS et s'installa dans la province roumaine de Bessarabie. Engagé très jeune dans le mouvement communiste, il eut à subir de nombreuses années de prison. Privé de sa nationalité en raison de lois antisémites, il vint en France en 1938 et s'engagea en septembre 1939 dans le premier régiment de volontaires étrangers qui, au printemps 1940, fut envoyé couvrir la retraite de l'armée française, avec des pertes considérables.

Fait prisonnier par les Allemands, il s'évada grâce à sœur Hélène, une religieuse de Metz qui avait organisé un réseau pour les prisonniers de guerre. Athée et fervent communiste, il a pourtant été fortement impressionné par le courage et la sérénité de cette religieuse à qui, en 1999, il consacra un ouvrage : *Hélène Studler, la passeuse de liberté*, chez Gérard Klopp. Et il évoquait toujours avec émotion la médaille de la Vierge qu'elle lui avait remise avant de le faire passer clandestinement en France occupée, où il reprit immédiatement le combat au sein de la MOI.

En mars 1942, Holban devint le chef militaire et le créateur des FTP-MOI

parisiens. Il mit sur pied une équipe spéciale et quatre détachements : le premier, formé de Roumains ; le deuxième, composé de juifs d'origine polonaise ; le troisième, d'Italiens, et le quatrième, spécialisé dans les déraillements. À cela s'ajoutaient des services de renseignement, de liaison et un service médical. L'ensemble bénéficiait de l'apport du service central des faux papiers de la MOI. Disposant en permanence d'environ 30 combattants aidés par une quarantaine d'autres militants, les FTP-MOI réalisèrent, dans Paris, de juin 1942 à la grande chute de novembre 1943, 229 actions contre les Allemands. Celle qui eut le plus de retentissement fut l'assassinat, le 28 septembre 1943, du général SS Julius Ritter, qui supervisait le service du travail obligatoire – le STO –, responsable de l'envoi au travail forcé en Allemagne de centaines de milliers de jeunes Français. Dès l'été 1942, s'engagea une véritable guerre entre les FTP-MOI et la BS2 – la Brigade spéciale – des renseignements généraux qui, à la suite de filatures de plusieurs mois, réussit, en juin 1943, à décapiter le deuxième détachement et, en novembre, à démanteler l'ensemble du groupe.

En août 1942, Holban fut écarté de la direction des FTP-MOI et remplacé par Missak Manouchian. Il refusait en effet d'entériner l'ordre de la direction nationale des FTP d'accroître le rythme des actions et considérait que les FTP-MOI étaient déjà à la limite de la rupture face à la pression policière. Les événements lui ont malheureusement donné raison : en novembre, la BS2 arrête Manouchian et plus de soixante de ses camarades, dont les 23 figurant sur la fameuse "Affiche rouge", qui seront fusillés au mont Valérien, le 21 février 1943.

Holban est rappelé en décembre 1943 et chargé d'élucider cette catastrophe. Il comprend que la Gestapo a "retourné" un responsable et tenté de l'infiltrer dans l'organisation. Il est chargé d'attirer le traître dans une maison clandestine, de lui faire avouer son méfait et de l'exécuter.

À la libération de Paris, Holban prend la tête, avec le grade de commandant, du bataillon 51/22 de l'armée française, où sont regroupés les FTP-MOI survivants et de nouveaux engagés. Le bataillon sera dissous en juin 1945 et Holban rendu à la vie civile.

Il rentre alors en Roumanie, où il devient rapidement colonel puis général de l'armée du nouveau régime communiste. Mais, juif et chef de la Résistance en France, il présente le parfait profil de la victime des purges lancées alors par Staline. Démis de toutes ses fonctions, il est envoyé travailler en usine comme technicien jusqu'à sa retraite. Vétéran du communisme roumain, il ne supporte pas le régime de Ceaușescu, qui le lui rend bien. En 1984, Holban décide de s'enfuir en France, où il vivra pendant dix ans comme apatride avant que l'on daigne lui accorder une carte d'identité.

Finally, he will be decorated with the Legion of Honor, under the Arc de triomphe, on May 8, 1994. Unusual scene : in the center of the square, surrounded by the apparatus of the Republic and then that François Mitterrand pins the medal, Boris Holban, who is not impressed, enters a conversation with the president on the subject of... sister Hélène, whose services the two men used to escape to France. A France that, half a century later, finally recognizes the merits of this great resister. ■

Article paru dans *Le Monde*, le 2 juillet 2004 et reproduit avec l'aimable autorisation de Stéphane Courtois.

Stéphane Courtois est auteur du "*Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance.*" avec Denis Peschanski et Adam Rayski. Fayard, 1989. Il a également coordonné l'ouvrage collectif *Le livre noir du communisme*. Robert Laffont, 1998.